

elle exige le versement de gros acomptes et le paiement de taux d'intérêt réels élevés. La plupart des pays du CEFTA sont encore en voie d'adopter de nouvelles lois et réglementations sur les hypothèques.

Des certificats pour l'utilisation de matériaux ou d'équipements importés sont exigés en Pologne. Les approbations tchèques applicables aux matériaux de construction sont basées sur les normes allemandes DIN. Les normes occidentales sont généralement plus rigoureuses que celles de la République tchèque, mais il faut toujours vérifier à l'avance avec la mission ou avec son distributeur ou son importateur si les matériaux ou les techniques canadiens proposés sont légalement acceptables, surtout lorsqu'il s'agit d'accessoires électriques. Toute la région du CEFTA utilise une alimentation électrique de 240V/50Hz.

On note un afflux croissant d'investissements et de savoir-faire étrangers dans la région par le biais de partenariats prenant par exemple la forme de coentreprises et d'accords de licence. Les sociétés européennes ont établi des coentreprises ou ont acquis des parts dans des firmes privatisées. Les entrepreneurs canadiens auraient intérêt à s'implanter solidement sur les marchés du CEFTA puisque la concurrence, surtout de l'Autriche, de l'Allemagne et de l'Italie, s'intensifie. De plus, le fait que la Hongrie se trouve à proximité de la Bosnie-

Herzégovine et de la Croatie ouvre de nouvelles possibilités commerciales aux sociétés canadiennes alors que ces pays commencent à combler leurs besoins de reconstruction.

Les Canadiens devront s'assurer à l'avance qu'ils peuvent concurrencer les fournisseurs de l'UE, lesquels bénéficient souvent de droits de douane moins élevés dans la région du CEFTA.

#### *Grandes sociétés*

Parmi les firmes actives dans la région, mentionnons ABB, Siemens, Jean Lefebvre, Lafarge Coppée, Heidelberger Zement et Knauf.

#### *Objectifs*

- mieux sensibiliser la population à la valeur et aux avantages des maisons à ossature de bois, surtout en République tchèque et en Pologne;
- suivre l'évolution du financement hypothécaire et d'autres questions financières qui permettront d'accroître le marché de la construction résidentielle dans la région; et
- faciliter la liaison entre sociétés du Canada et de la région pour des projets de construction domiciliaire.